

Les grands défis du Renouveau démocratique africain : bâtir un État de droit fondé sur la bonne gouvernance, libéré de la corruption et apte à développer des stratégies pertinentes pour lutter contre la pauvreté

Par Denis AMOUSSOU-YEYE
Université d'Abomey Calavi (Bénin)
yeye@bj.refer.org

Le Renouveau démocratique africain a débuté au début des années 90 par une volonté collective des peuples africains d'abandonner l'idéologie du parti unique pour la démocratie libérale de type occidental dont les prérequis classiques sont :

- le multipartisme intégral ;
- la construction de l'État de droit avec comme exigence une logique légaliste-rationnelle de gestion des affaires publiques ;
- une gestion politique fondée sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ;
- la nécessité de développer des stratégies pertinentes pour lutter contre la pauvreté.

En effet, dans les pays en voie de développement de l'Afrique Subsaharienne, le libéralisme politique a montré très tôt ses limites dans la construction de l'État de droit. Fidèles aux nouvelles conditionnalités des institutions de Bretton Woods fondées cette-fois sur la bonne gouvernance, les nouveaux États démocratiques ont développé de très gros efforts dans le domaine de la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance. Cependant, il reste à développer des programmes pertinents pour réduire la pauvreté et introduire dans les plans de développement le souci de la **dimension sociale**.

1. Le grand défi des nouveaux États démocratiques : bâtir un État de droit fondé sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.

- La corruption est un fléau endémique dans nos jeunes États où il reste à bâtir une **conscience citoyenne** autour de l'État-nation, un État où précisément tous les citoyens se sentent concernés par les intérêts de toute la collectivité nationale.
- L'État post-colonial africain a des caractéristiques propres, même sous le Renouveau démocratique.
- En effet, les indépendances africaines avaient été dès les premières années sous-tendues par la volonté politique de la construction d'un État-nation à l'image de ceux qui existaient dans les métropoles coloniales. Les programmes de développement tendaient tous à faire avancer le projet de la construction d'un espace national aux dépens d'irrédentismes ethno-régionaux et tribaux. Mais malgré de grands efforts faits pour le renouveau national, l'État post-colonial africain est loin de se transformer en État-nation, un demi-siècle après les indépendances, confronté qu'il est à la réalité de déterminismes socio-anthropologiques encore prégnants dans les logiques structuro-fonctionnelles de ces États.
- Aussi, malgré les volontarismes politiques qui avaient émergé de la longue lutte des élites nationalistes contre le colonialisme, des pesanteurs socio-anthropologiques persistantes expliquent les échecs de tous les projets nationaux plus ou moins influencés par l'idéologie totalitaire, qu'elle soit de gauche (bolchevik) ou de droite (fascisme). Nous avons à l'esprit les tentatives de révolution nationale de NASSER, KHADAFI, Kwamé N'KRUMAH, Modibo KEITA, Sékou TOURE, les « révolutions nationales démocratiques et populaires » au Bénin, au Congo, au Burkina Faso, etc.
- Ces échecs ne peuvent pas seulement s'expliquer par des difficultés économiques, mais aussi par le degré d'élaboration de ce que le psychosociologue américain MASLOW appelle le besoin d'appartenance dont les effets pervers continuent de marquer la physionomie des États, même sous le Renouveau démocratique.

- Beaucoup de spécialistes des sciences sociales opposent toujours dans la structuration du système social, la communauté (gemeinschaft) à la société (gesellschaft) que le sociologue français du 19^{ème} siècle Emile DURKHEIM fait respectivement asseoir sur ce qu'il appelle la solidarité mécanique par opposition à la solidarité organique ou selon d'autres auteurs comme Max WEBER notamment et ses divers disciples, la **solidarité organique** opposée à la **solidarité économique**.
- Aussi avons-nous dans la communauté, la **prégnance des liens de sang** dont la trajectoire anthropologique est la famille, le clan, l'ethnie ; tandis qu'une vraie structure sociale est après tout parcourue par des liens d'intérêts fortifiés par une solidarité économique ; comme cela est le cas d'une proto-nation ou d'une nation.
- Les Etats africains post-coloniaux se situent différemment sur ce parcours socio-anthropologique marqué par ces deux grands jalons, à savoir les organisations définies par la prégnance **des liens de sang** (solidarité organique) et celles qui ont accédé peu ou prou à la conscience des **liens d'intérêts** (solidarité économique).
- Il existe bien sûr **une sur-détermination en dernière instance** des facteurs socio-anthropologiques, pour parler comme les marxistes ; mais ils ne constituent pas une fatalité. Ce sont les hommes qui font l'histoire, dans des conditions déterminées, certes. Dans cette optique, le Renouveau démocratique africain qui a débuté depuis le début des années 90 avec l'exigence de construire un Etat de droit et d'asseoir une démocratie pluraliste, constitue une opportunité pour renouveler le pacte socio-politique qui dans les années 60 avait déclenché de vastes mouvements d'adhésion populaire au projet national.
- Les mouvements populaires de contestation politique, de revendications socio-économiques peuvent être atténués profondément si les acteurs sociaux ont le sentiment de participer à la réussite d'une œuvre commune, qui est une nation unie et prospère. A ce niveau, la santé des classes politiques africaines est déterminante. Les partis politiques africains doivent être de vraies instances d'agrégation des intérêts et non des instances néo-patrimoniales dont les programmes nationaux échouent devant les revendications fondées sur la **logique du sang ou la logique du ventre**, avatar corrompu de la **logique d'intérêt**.
- Un autre centre de réflexion important est la problématique de la construction de l'Etat-nation dans le contexte de la mondialisation, c'est-à-dire en fait de l'hégémonie mondiale du système capitaliste du Centre occidental. Un autre contexte est l'avancée de la construction panafricaine avec par exemple l'émergence de l'Union Africaine. En suivant le développement historique des formations sociales du Centre (ou du Nord), on remarque que l'Etat-nation et son idéologie spécifique de patriotisme nationaliste ne se sont développés que par suite de mouvements socio-politiques d'une bourgeoisie nationale pour s'épanouir et asseoir ses bases économiques dans un cadre territorial bien délimité sur le plan institutionnel. Le capital a donc été national avant d'amorcer son **procès d'internationalisation** (Christian PALLOIX).
- Or, les Etats post-coloniaux africains, malgré des tentatives locales sans lendemains de révolutions nationales (droite) ou de « révolutions nationales, démocratiques et populaires » (gauche), n'ont pas encore réussi à asseoir les bases d'une accumulation primitive propre à l'émergence de bourgeoisies nationales (Cf. Francine GODIN, **Le Bénin de 1972 à 1982. La logique de l'Etat post-colonial africain**). A la place de l'accumulation primitive du capital nécessaire au décollage économique (take-off), nous avons au contraire une situation anémique de corruption généralisée qui est un simulacre d'une accumulation primitive.

Le défi reste donc à construire un Etat moderne débarrassé du néo-patrimonialisme qui est la source fondamentale de la logique du ventre, c'est à dire de la corruption.

2. Le second grand défi des États africains du Renouveau démocratique : développer des stratégies pertinentes pour lutter contre la pauvreté.

- L'idéologie fondamentale du libéralisme que tous les nouveaux États africains du Renouveau démocratique ont épousé est la promotion des investissements étrangers, c'est à dire du capital étranger quelquefois allié à une bourgeoisie nationale en gestation.
- Ces circonstances d'une nécessaire accumulation du capital afin d'amorcer le décollage économique (take-off de Rostow) ont des effets désastreux sur les politiques sociales. Aussi beaucoup de dépenses sociales, notamment liées à la santé, le logement et l'éducation, grèvent-elles les budgets des ménages contribuant à une paupérisation sans précédent.
- Comment dans ces conditions développer des programmes pertinents de lutte contre la corruption ?
- Il s'agit d'abord de définir une bonne politique de gestion des ressources humaines qui mettra l'accent sur l'utilisation rationnelle des ressources formées par le système éducatif en luttant d'abord contre le chômage des jeunes diplômés du système éducatif venant tant du second cycle des enseignements techniques et professionnels que des établissements d'enseignement supérieur.
- Il faudra concevoir aussi un fonds d'aide pour les jeunes qui veulent s'installer à leur compte ; ceci par le biais de prêts aux petites et moyennes entreprises montées par des jeunes.
- Il faudra développer un programme d'assistance sociale aux couches vulnérables.